

Collectif (1988) *Milieus, villes et régions*. Actes du 112e Congrès national des Sociétés savantes, Lyon, 1987. paris, CTHS, 448 p.

Jean Cermakian

Volume 33, numéro 89, 1989

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/022043ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/022043ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

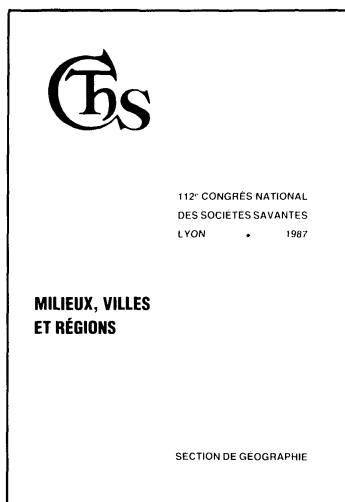
0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Cermakian, J. (1989). Compte rendu de [Collectif (1988) *Milieus, villes et régions*. Actes du 112e Congrès national des Sociétés savantes, Lyon, 1987. paris, CTHS, 448 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, 33(89), 285–286.
<https://doi.org/10.7202/022043ar>



COLLECTIF (1988) *Milieus, villes et régions*. Actes du 112^e Congrès national des Sociétés savantes, Lyon, 1987. Paris, CTHS, 448 p.

Voici un ouvrage qui se situe dans la tradition des comptes rendus ou *Proceedings* publiés par les associations nationales de géographes à l'occasion de leurs congrès annuels. Pour ce qui est de la France, la Section de géographie du Comité des travaux historiques et scientifiques (CTHS) publie chaque année les comptes rendus des communications en géographie physique et humaine du Congrès national des Sociétés savantes. Chaque congrès annuel comporte un thème, sans pour autant exclure des communications de nature diverse. Le thème du congrès de 1987, qui s'est tenu à Lyon, était *Le fleuve et la ville*. Toutefois, les sujets exposés dans les actes du congrès débordent largement ce thème. En effet, l'ouvrage comporte cinq parties : I. La géographie française (p. 7-164) ; II. Systèmes fluviaux (p. 65-108) ; III. Les vieilles régions industrielles (p. 109-266) ; IV. Les fleuves et les grands aménagements fluviaux (p. 267-338) ; V. Villes et urbanisation, régions et régionalisation (p. 339-446).

La première partie regroupe cinq textes d'intérêt certain mais fort variable. L'un d'entre eux traite de la carrière et de l'œuvre d'André Allix, fondateur et animateur de l'école géographique lyonnaise de 1929 à 1944. Il est suivi d'une analyse du contenu et de l'évolution de la revue *Études Rhodaniennes/Revue de Géographie de Lyon* de 1925 à 1986. Suit un texte fort intéressant sur l'histoire de la géographie française (Jean-Paul Ferrier), et un autre sur l'évolution de la notion de région géographique (Pierre George). Cette première partie se termine par une analyse de la région lyonnaise, telle qu'elle est présentée dans le *Tableau de la géographie de la France* de Paul Vidal de La Blache.

La deuxième partie traite des systèmes fluviaux et comprend trois articles : le premier examine les enjeux qui ont entouré la canalisation de la Moselle et de la Sarre (article malheureusement dépourvu de cartes), les deux autres sont des études de géomorphologie fluviale portant sur la Basse-Seine et l'Arve (Haute-Savoie). Les responsables de cet ouvrage auraient dû placer ces articles dans la quatrième partie qui porte sur les aménagements fluviaux et qui compte deux articles sur le Saint-Laurent (Jean-Claude Lasserre), un autre sur les barrages de la Loire supérieure et le dernier sur les aménagements fluviaux du Guadiana (Espagne) et de l'Acheloo (Grèce).

La troisième partie est la plus importante de l'ouvrage. Elle porte sur les vieilles régions industrielles de l'Europe : Ruhr, Limburg, Manchester, Nord — Pas-de-Calais, Vallée de l'Oise, banlieue parisienne, Rhône — Alpes (régions de Lyon et de Saint-Étienne). Quoique pas toujours suffisamment illustrés, ces textes constituent un bilan intéressant des tentatives de reconversion de ces diverses régions marquées par la première révolution industrielle.

La dernière partie de l'ouvrage regroupe un ensemble d'études portant sur les questions urbaines et régionales : nouvelles tendances de l'habitat dans la région lyonnaise, impact du TGV Paris — Sud-Est sur le développement de la région lyonnaise, dynamique urbaine et technologies

de communication dans la région du Rhin supérieur, problèmes d'urbanisme en Grèce et en Hongrie, conflits entre les utilisations du sol urbain et rural dans le Midi méditerranéen (Var et Bouches-du-Rhône). Malgré l'intérêt de ces études, on a du mal, pour certaines d'entre elles, à voir leur lien avec le thème général du congrès.

En conclusion, il s'agit ici d'un ouvrage fort intéressant et utile pour tout géographe intéressé à la fois aux problèmes d'industrialisation, d'urbanisation et d'aménagements fluviaux, malgré des lacunes évidentes au plan de l'illustration. Cependant, il ne faut pas oublier qu'il s'agit ici de communications présentées lors d'un congrès scientifique. On ne doit pas s'attendre à un traitement approfondi de chacun des thèmes étudiés.

Jean CERMAKIAN
Section de géographie
Université du Québec à Trois-Rivières

HAMEL, P., MANSEAU, H. et SAEZ, G. (1988) Repenser les solidarités étatiques, *Revue internationale d'action communautaire* (Montréal) N° 19/59, 213 p.

La *Revue internationale d'action communautaire* nous a habitué à des examens approfondis et opportuns des principaux problèmes qui affectent la société et qui concernent donc l'ensemble des sciences humaines. Le numéro 19/59 maintient cette tradition, en nous livrant un ensemble de réflexions sur les nouveaux cadres de référence de l'action de l'État dans la régulation du social. Dix-neuf contributions regroupées en quatre parties abordent les caractéristiques d'une « nouvelle gestion du social » à partir de points de vues divers, mais d'exemples comparables, concernant surtout le Québec et la France, et donc applicables aux pays dits « développés ». Ces dix-neuf contributions essaient, comme le suggère le titre, de « repenser les solidarités étatiques ».

D'entrée en jeu, Hamel, Manseau et Saez, les responsables de la publication, donnent le ton : « le concept de crise semble de moins en moins adéquat pour traduire les multiples processus en cause dans les mouvements de déstructuration et de restructuration qui définissent en ce moment le social » (p. 3). La société se serait stabilisée autour d'un modèle qui est à la fois en continuité et en rupture avec l'ancien modèle. L'État perd son rôle prépondérant dans la gestion du social et les solidarités primaires et communautaires sont appelées à prendre le relais.

La première partie, constituée de cinq textes, s'intitule « Le social sous l'influence ». À partir d'exemples québécois (3) et français (2), les auteurs abordent principalement le rôle que jouent l'insécurité et la précarité en tant que facteurs de cohérence sociale. Voici une approche innovatrice de la société post-keynésienne et des normes de sa régulation. L'insécurité permet de rallier la population, ce qui peut paraître paradoxal car elle intensifie aussi la recherche de solutions individuelles (Roche). La pauvreté joue un rôle semblable (Offredi). « La société s'est toujours parlée à elle-même à travers ses pauvres » (p. 22). L'insécurité, en tant que point de rencontre des subjectivités, permet de lier les niveaux subjectifs ou psychologiques à d'autres plans plus globaux. L'État s'attaque à ces problèmes mais en dehors des intérêts des victimes. Il cherche plus la légitimation d'un dispositif d'intervention, réussissant par ailleurs à faire voir la misère sous un autre registre que celui de la pauvreté (Manseau).

Les problèmes sociaux suscitent deux types de stratégies en apparence convergentes mais différentes en essence. Ces deux stratégies se rencontrent sur un point : « la désinstitutionnalisation » (Manseau). Mais elles divergent dans la mesure où l'une vise la réduction de coûts, la responsabilisation des familles, alors que l'autre poursuit l'amélioration de la qualité des services. Toutefois, les deux stratégies sont traversées par des tensions entre la montée des corporatismes et les pressions innovatrices, comme le montre le texte de Bélanger et Lévesque.

Cette réflexion se poursuit dans la deuxième partie intitulée « La crise de l'État : la confrontation des idéologies ». Elle comprend quatre textes, qui analysent le problème de la gestion du social